

COMMISSION PARITAIRE NATIONALE POUR LE SPORT

C.C.T. du 15 juin 2011

CONDITIONS DE TRAVAIL DES JOUEURS DE VOLLEY-BALL REMUNERES

CHAPITRE I : Champ d'application

Article 1.

La présente C.C.T. s'applique aux clubs de volley-ball et aux joueurs de volley-ball rémunérés à temps partiel et à temps plein qui sont liés par un contrat de travail selon la loi du 24 février 1978 relative aux contrats de travail des sportifs rémunérés.

CHAPITRE II : Durée

Article 2.

La présente C.C.T. est conclue pour une durée déterminée, à savoir du 1^{er} août 2011 au 31 juillet 2012.

CHAPITRE III : Rémunération

Article 3.

§ 1. La rémunération du joueur de volley-ball rémunéré (au sens du droit du travail) est composée des éléments suivants :

- le salaire fixe mensuel brut ;
- les primes de match ;
- les autres indemnités contractuelles ;
- les avantages contractuels de toute nature, tels que la mise à disposition d'un logement, d'un véhicule ou tout autre avantage de toute nature ;
- les éventuelles cotisations patronales au fonds de pension.

§ 2. La rémunération doit être suffisamment définie dans le contrat (salaire fixe, avantages de toute nature, primes,...) de sorte que sa lecture permette de s'assurer du respect du minimum salarial. Pour déterminer si le minimum salarial est respecté, il est tenu compte des éléments de la rémunération énumérés dans Loi sur la protection de la rémunération. Le salaire minimum annuel est fixé par la Commission Paritaire Nationale pour le Sport.

d

§ 3. La rémunération est payée au plus tard le 7^{ème} jour ouvrable du mois y donnant droit, au cours duquel les prestations ont été effectuées. Le club est tenu de remettre au joueur les fiches de paie mensuelles au moment du paiement de la rémunération.

CHAPITRE IV : Nombre minimum de sportifs rémunérés

Article 4.

Pour la saison 2011/2012, chaque club de la Ligue est tenu d'avoir obligatoirement sous contrat un minimum de 3 joueurs de volley-ball rémunérés à temps partiel. Pour la fin de la saison 2011/2012, les représentants patronaux et syndicaux réaliseront une évaluation en vue d'une éventuelle augmentation du minimum imposé.

Article 5.

Chaque club de la Ligue doit obligatoirement avoir sous contrat un coach de volley-ball qui doit recevoir une rémunération au moins égale à la rémunération à temps partiel d'un joueur de volley-ball rémunéré.

Article 6.

Un club qui est promu en Ligue ne doit satisfaire à ces exigences minimales qu'à partir de la deuxième saison où il se trouve en Ligue.

Article 7.

La Ligue remet, avant le début de la compétition (au plus tard le 15 septembre), une liste des joueurs de volley-ball rémunérés à la Commission Paritaire Nationale pour le Sport.

CHAPITRE V : Stabilité du contrat

Article 8.

Les contrats entre les clubs et les joueurs de volley-ball rémunérés sont conclus pour maximum 5 ans. Les contrats prennent cours au plus tard le 1^{er} août – sauf pour les joueurs qui ont effectivement été engagés ultérieurement – et courent au minimum jusqu'à la fin de chaque saison (15/05) au cours de laquelle ils ont été signés. En cas de non-respect du minimum, le joueur a droit au paiement jusqu'à la fin de cette saison. Dans le cas d'un contrat pluriannuel, chaque mois du contrat doit être rémunéré.

Article 9.

Le joueur dont le contrat prend fin conformément aux dispositions contractuelles est libre de conclure un contrat de travail avec un autre club de son choix. La liberté de négociation du joueur ne peut donc en aucun cas être entravée.

CHAPITRE VI : Incapacité de travail

Article 10.

Le club octroie au joueur une assistance médicale gratuite, par l'intermédiaire de son staff médical et des spécialistes externes que le club a désignés. Le joueur est libre de consulter les médecins ou spécialistes de son choix et de se faire traiter par eux, à ses frais et à ses risques et périls, notamment en ce qui concerne une incapacité de longue durée. Le club ne prendra en aucun cas à sa charge les frais ou la responsabilité des traitements, soins médicaux et, d'une manière générale, de tous les actes autres que ceux pratiqués ou autorisés par les médecins du club ou les spécialistes externes que le club a désignés.

Article 11.

Les clubs sont tenus d'étendre leur assurance contre les accidents du travail, que ce soit auprès de leur assureur légal ou non, aux accidents survenus à leurs joueurs qui, pendant la durée du contrat de travail, ont été mis à la disposition de la Sélection Nationale.

CHAPITRE VII : Délégation de joueurs

Article 12.

§ 1. Les clubs-employeurs reconnaissent que les joueurs sont représentés par un syndicat de joueurs.

§ 2. Un représentant du syndicat de joueurs pourra procéder oralement ou par écrit à toute communication utile aux joueurs, pour autant que cela ne nuise pas à l'organisation du club-employeur.

§ 3. Les employeurs sont d'accord que des réunions d'information pour les joueurs puissent se tenir dans les installations du club par les représentants d'un syndicat de joueurs après notification préalable au club concerné.

CHAPITRE VIII : Prime syndicale

Article 13.

Le joueur de volley-ball rémunéré engagé dans les liens d'un contrat de travail dans un club de la Ligue de Volley a droit, pour la saison 2011/2012, à une prime syndicale d'un montant de 30 €

CHAPITRE IX : Commission d'arbitrage

Article 14.

En cas de litige les parties s'engagent à trouver une solution à l'amiable. Une Commission d'arbitrage est instaurée. Celle-ci est composée d'au moins 6 membres, dont 3 membres représentant les clubs de la Ligue et 3 membres représentant les joueurs. Cette Commission d'arbitrage se prononce sur les litiges entre les clubs de la Ligue et les joueurs de volley-ball rémunérés. Dans le cadre des litiges de travail un accord préalable d'arbitrage n'est pas possible. Les modalités d'exécution concrètes sont fixées dans un règlement séparé, conformément aux dispositions légales prévues en matière d'arbitrage. Cette disposition n'affecte pas la possibilité de soumettre le litige au tribunal compétent.

CHAPITRE X : Fonds de Fermeture des Entreprises

Article 15.

Les clubs sont tenus de verser, pour les sportifs rémunérés, leur cotisation au F.F.E.

CHAPITRE XI : Fonds de pension sectoriel

Article 16.

Les parties conviennent de mettre sur pied un groupe de travail qui doit examiner la création d'un fonds de pension sectoriel.

CHAPITRE XII : Amendes et sanctions

Article 17.

Les sanctions et amendes disciplinaires imposées par l'employeur doivent être reprises dans le règlement de travail. Le montant des amendes financières ne peut pas dépasser le maximum autorisé légalement, tel qu'indiqué dans la loi sur la protection de la rémunération. Le règlement de travail et le contrat de travail doivent reprendre le mode de notification des sanctions ainsi que la procédure et les délais de recours, sous peine de nullité.

CHAPITRE XIII : Paris

Article 18.

Les joueurs s'engagent à ne pas participer à des paris, de quelle que nature que ce soit, qui portent sur les matchs du club. En cas de contestation éventuelle, l'affaire est soumise à la Commission Paritaire Nationale pour le Sport.

L

CHAPITRE XIV : Managers

Article 19.

En cas de placement, les parties reconnaissent travailler uniquement avec des managers reconnus. S'il est fait appel à un manager sportif, l'identité complète et, le cas échéant, le numéro d'accréditation de ce manager/médiateur d'emploi seront indiqués ou annexés aux contrats conclus.

CHAPITRE XV : Modèle de contrat

Article 20.

A partir de l'entrée en vigueur de la présente convention, les clubs utiliseront le modèle de contrat pour les joueurs de volley-ball rémunérés et le modèle de car policy, lesquels sont annexés à la présente convention.

Etabli et signé à Bruxelles le 15 juin 2011 en autant d'exemplaires que de parties distinctes. Chaque partie déclare avoir reçu un exemplaire.

Contrat de travail de joueur de volley-ball rémunéré à durée déterminée

ENTRE :

- L'ASBL... .., dont le siège se situe à,, personne morale qui représente le Club de Volley-ball, représentée valablement d'après ses statuts par M. et M., ci-après dénommée "le Club"

ET :

- Monsieur, Résidant à ci-après dénommé "le Joueur",

IL EST RAPPELE CE QUI SUIT :

L'objectif du présent contrat de travail, ci-après dénommé le « Contrat », consiste, pour les deux parties, à régler la participation à des matchs de volley-ball officiels et/ou amicaux en Belgique et à l'étranger, joués sous le contrôle de la LIGUE, la VVB, la CEV, la FIVB ou la FRBVB. Par conséquent, tant le Club que le Joueur s'engagent à respecter les règlements et les directives de ces instances.

Les conditions de validité pour la conclusion du présent Contrat sont les suivantes :

- Le Joueur doit être physiquement en mesure de jouer au volley-ball
- Le Joueur doit pouvoir conclure un contrat de travail soumis à la législation belge.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1

Le Club engage le Joueur sur la base d'un contrat de travail d'employé en qualité de sportif rémunéré avec un contrat à temps partiel/à temps plein (biffer la mention inutile).

Le Contrat est conclu pour une durée déterminée, à savoir pour une durée de saison(s). Il prend cours le 20... et se termine de plein droit le 20....

Les contrats courent au minimum jusqu'au 15 mai de chaque saison. En cas de contrat pluriannuel, chaque mois du contrat doit obligatoirement être rémunéré.

Article 2

Le Club ainsi que le Joueur s'engagent à exécuter correctement le présent Contrat et à respecter les obligations légales et réglementaires.

Article 3

Le Joueur s'engage à être présent aux heures et aux dates communiquées et à participer aux entraînements et aux matchs.

Lorsqu'un entraînement ou un match ne peut pas avoir lieu ou lorsque le Joueur ne peut pas participer à ces matchs ou entraînements prévus à cause d'une maladie ou d'un accident, la partie la plus diligente en avertira l'autre partie sans délai, et ce, pour des raisons à la fois pratiques et organisationnelles.

Matches :

Les dates des jours de matchs sont communiquées au Joueur via le calendrier des matchs qui se trouve sur les sites web des fédérations compétentes. Les éventuelles modifications à ce calendrier des matchs (report, ajout, annulation) sont communiquées au Joueur dès que possible.

Article 4

Dans la semaine qui suit la prise de cours du contrat de travail, le Club peut soumettre le Joueur (à condition qu'il n'ait pas encore été occupé) à un examen médical effectué par un médecin du travail, lequel jugera si le Joueur peut remplir l'ensemble de ses obligations contractuelles. En cas d'avis négatif ou de refus de la part du Joueur de se soumettre à cet examen, le présent Contrat peut être suspendu pendant la période d'incapacité de travail ou de refus. Durant la période de suspension, le Joueur n'a droit à aucune indemnité, de quelque nature que ce soit, de la part du Club.

Article 5

Le Joueur s'engage à :

- 1) répondre à toutes les convocations en vue de participer aux matchs, entraînements, stages, camps de retraite, conférences, réunions, obligations envers les sponsors, etc. organisés par le Club ;
- 2) n'intervenir, sous aucune forme, dans la gestion administrative, commerciale, financière et sportive du club ;
- 3) participer aux déplacements et voyages tant en Belgique qu'à l'étranger par les voies et moyens décidés et organisés par le Club ;
- 4) suivre toutes les directives et instructions données par le Club dans le courant de la saison et pendant l'exécution des prestations ;
- 5) ne participer à aucun match ou à aucune manifestation ou à n'exercer aucun sport de nature à mettre en péril son intégrité physique spécifique ;
- 6) porter, dans le cadre de ses obligations contractuelles, les seuls équipements choisis par le Club, en particulier lors des contacts avec les médias et les sponsors ;
- 7) entretenir convenablement le matériel et les équipements que lui confierait le Club et à en prendre le meilleur soin ; ces objets restant la propriété du Club ;

- 8) ne pas conclure de contrats publicitaires avec des tiers qui sont des concurrents d'un sponsor du Club ou dans la mesure où les produits sont contraires à l'image du sport. Le Club communiquera par écrit au début de chaque saison les coordonnées des sponsors avec lesquels un contrat est conclu ;
- 9) soutenir la réputation du Club et de ses membres,
- 10) respecter un devoir de réserve envers les membres de la direction, les collaborateurs, la presse, les sponsors et les supporters en s'abstenant de toutes déclarations ou comportements préjudiciables pour le Club, la direction ou les fédérations de volley-ball ;
- 11) dans le cas d'une suspension du Contrat, entretenir, dans la mesure du possible, sa condition physique et psychique en s'entraînant régulièrement ;
- 12) se soumettre aux visites médicales, d'examen préventif et de contrôle au cours de l'exécution du Contrat, suivre les traitements prescrits et accepter les soins prodigués par les personnes désignées par le Club pour maintenir ou améliorer la condition du Joueur (par exemple : massages, soins physiques, diététiques, etc.) ;
- 13) ne pas utiliser pendant la durée du présent Contrat de produits interdits, stimulants ou dopants et se soumettre à tous les contrôles anti-dopage.
- 14) Le Joueur est autorisé, pendant la durée du contrat, à exercer des activités de beach-volley pour autant que celles-ci n'entravent pas l'exercice des prestations de travail et qu'elles ne soient pas explicitement exclues du présent contrat.

.....

L'ensemble des dispositions de cet article restent également d'application pendant les périodes de suspension.

Article 6

Sans préjudice des fautes graves qui rendraient immédiatement et définitivement toute forme de collaboration impossible, le Club peut imposer des amendes et des sanctions au Joueur qui ne respecte pas ses obligations. Les amendes et les sanctions sont reprises en détail dans le règlement d'ordre intérieur, annexé au présent contrat, qui en fait partie intégrante. Elles doivent également être reprises dans le Règlement de travail. Le montant des amendes financières et des sanctions ne peut pas dépasser le maximum légal fixé par la législation sur les Règlements de travail.

Article 7

Les parties considèrent tout acte prouvé de dopage, de corruption ou de falsification des résultats des matchs comme une faute grave de nature contractuelle dans le chef du Joueur, qui justifie la rupture immédiate du présent Contrat.

Article 8

Le Club s'engage à mettre le Joueur à disposition de l'équipe nationale du pays dont il est un ressortissant, conformément aux règlements des fédérations compétentes, pour les matchs de sélection nationale et/ou les besoins nationaux.

Le Joueur s'engage à se mettre à nouveau à disposition du Club dans les délais fixés par ces mêmes règlements, sous peine des sanctions prévues dans le règlement sportif en cas d'absence et/ou de retard.

Article 9

Le salaire annuel minimum correspond au montant fixé annuellement par la Commission Paritaire Nationale pour le sport, en application de la loi du 24 février 1978.

Pour le joueur de volley-ball à temps plein, il faut en outre tenir compte du revenu minimum annuel garanti prévu par la CCT, du 21 mai 2008 (reconduite d'année en année).

Dans le cas d'une occupation d'un Joueur étranger non-ressortissant de l'UE/EEE, l'art. 9, 11° de l'AR du 9 juin 1999 doit être appliqué.

Article 10

Le Club paie au Joueur les indemnités suivantes :

- Rémunération fixe mensuelle brute : €
- Primes de match : € par point de compétition
- Autres primes :
.....
.....
- Autres avantages :
.....
.....
- Remboursement de frais : € nets
- :
.....
.....

Les retenues obligatoires en application de la législation fiscale et de la sécurité sociale, sont effectuées sur la rémunération fixe, les primes, les indemnités et tous les autres avantages contractuels, de quelque nature que ce soit.

Article 11

La rémunération mensuelle ainsi que les primes et indemnités acquises sont versées au plus tard le 7^{ème} jour ouvrable du mois qui y donne droit, par virement sur le compte bancaire ou postal du Joueur.

Article 12

Les conditions de travail et de salaire seront fixées et adaptées annuellement, sur la base des décisions de la Commission Paritaire Nationale pour le sport.

Article 13

En cas de maladie ou d'accident, le Joueur doit avertir immédiatement le Club ou son préposé, si possible par téléphone, avant la prochaine activité organisée, et il doit communiquer la durée de l'incapacité. De plus, le Joueur enverra ou remettra le certificat médical dans les deux jours ouvrables qui suivent l'incapacité. Les mêmes obligations incombent au Joueur en cas de prolongation de l'incapacité.

Article 14

Le club octroie au Joueur dans le cadre de l'exercice de ses activités de volley-ball une assistance médicale gratuite, par l'intermédiaire de son staff médical et des spécialistes externes que le club a désignés. Le Joueur est libre de consulter les médecins ou spécialistes de son choix et de se faire traiter par eux, à ses frais et à ses risques et périls, notamment en ce qui concerne une incapacité de longue durée. Le club ne prendra en aucun cas à sa charge les frais ou la responsabilité des traitements, soins médicaux et, d'une manière générale, de tous les actes autres que ceux pratiqués ou autorisés par les médecins du club ou les spécialistes externes que le club a désignés.

Article 15

Le présent Contrat s'applique sans préjudice des dispositions prévues par la loi sur les contrats de travail pour employés, la loi sur les contrats de travail pour les sportifs rémunérés et les conventions collectives de travail rendues obligatoires.

Article 16

.....
.....
.....

Etabli en deux exemplaires le à dont chaque partie reconnaît avoir reçu un exemplaire.

Le Joueur
Signature¹

Le Club
Signature¹

¹: les deux signatures doivent être précédées de la mention manuscrite « Lu et approuvé »

CAR POLICY

ENTRE :

- L'ASBL... .., dont le siège se situe à,, personne morale qui représente le Club de Volley-ball, représentée valablement d'après ses statuts par M. et M., ci-après dénommée "le Club"

ET :

- Monsieur, Résidant à, ci-après dénommé "le Joueur",

OBJET

Le Club prévoit une voiture de société pour le Joueur.

La Voiture de société dont le Joueur peut disposer est la suivante :

Marque :

Modèle :

Plaque minéralogique :

Le Joueur est responsable de tous les documents qui lui sont confiés, tels que le certificat d'immatriculation, le certificat de conformité, le carnet d'entretien et de service, le certificat d'assurance vert, la vignette (auto)routière, l'autorisation de transport, le code de la radio et le code de sécurité.

FISCALITE

L'usage d'une Voiture de société constitue un avantage de toute nature qui sera déclaré et imposé comme tel. L'avantage déclaré est calculé en fonction du nombre de CV fiscaux et de la distance qui sépare en voiture le domicile du Joueur de son lieu de travail. Pour les joueurs qui résident à maximum 25 km de leur lieu de travail, le nombre de kilomètres privés déclarés s'élève à 5000 km par an ; pour les joueurs qui résident à plus de 25 km de leur lieu de travail, le nombre de kilomètres privés déclarés s'élève à 7500 km par an.

UTILISATION

Au moment de la mise en service, un état des lieux contradictoire de la Voiture de société est réalisé et signé par les deux parties. Le Joueur est tenu d'utiliser la Voiture de société pour les déplacements domicile-lieu de travail et pour les matchs en déplacement. Après les heures de travail, la Voiture de société peut être utilisée librement sur le territoire couvert par le certificat d'assurance RC (cf. carte verte d'assurance). A l'étranger, la Voiture de société peut uniquement être utilisée pour la durée normale d'un voyage de vacances ou d'une campagne à l'étranger. En dehors du champ d'application territorial de l'assurance RC, la Voiture de société peut uniquement être utilisée moyennant l'accord préalable et écrit de la société de location ou de leasing et de la compagnie d'assurances.

Le Joueur utilisera la Voiture de société en bon père de famille. La Voiture de société peut uniquement être conduite par un détenteur d'un permis de conduire valide. Le Joueur n'apportera pas de modifications techniques à la Voiture de société. Il lui est également interdit d'apporter, de sa propre initiative, des embellissements (internes ou externes) à la Voiture de société. Ceci vaut aussi pour l'apport d'accessoires, autres que ceux énumérés dans le contrat de location, et pour l'apposition de toute réclame ou publicité autres que celles convenues par le Club avec les sponsors.

Le Voiture de société ne peut pas être utilisée :

- pour le transport rémunéré de personnes ou de marchandises ;
- pour donner des cours de conduite ;
- pour participer à des rallyes ou des compétitions automobiles ;
- par toute personne sous l'influence de la boisson ou de stupéfiants ;
- à des fins illégales ;
- pour un usage qui déroge à une utilisation normale correspondant à la finalité de la Voiture de société ;
- à des fins qui sont contraires aux conditions de l'assurance RC obligatoire pour les véhicules motorisés.

Le Joueur avertira immédiatement le Club de tout incident ou accident, afin d'éviter toute conséquence néfaste pour la sécurité et/ou le bon fonctionnement du véhicule ou pour la valeur résiduelle de la Voiture de société.

LEASING OU LOCATION

Le Club détermine à quelle société de leasing ou de location il est fait appel. Chaque véhicule dispose d'un mode d'emploi contenant des informations relatives, entre autres, aux assurances, au schéma d'entretien et aux personnes de contact de la société de leasing ou de location.

ASSURANCE

La Voiture de société est assurée en omnium ainsi que contre le vol et l'incendie.

REGLEMENT DU RISQUE

Seuls les risques suivants, qui peuvent être à l'origine de la destruction partielle ou totale de la Voiture de société, sont pris en charge par la société de leasing ou de location :

- Dégâts à la Voiture de société causés par :
 - une collision involontaire avec une autre voiture de société ou avec un obstacle, y compris du gibier sur la voie publique,
 - un tonneau involontaire,
 - le mauvais état du réseau routier ou l'effondrement d'une route, d'un pont ou d'une construction,
 - un phénomène naturel tel qu'une tempête ou de la grêle, une inondation, un glissement de terrain ou une chute de pierres,
 - un cambriolage, un acte de vandalisme ou des tentatives à cet effet,
 - un incendie, y compris les dégâts de fonte à la suite d'un court-circuit, d'une explosion ou de la foudre ;
- Bris de glace ;
- Vol de la voiture ou dégâts consécutifs au vol ou à la tentative de vol.

Tous les autres risques sont à charge du Joueur.

CHOIX DE LA VOITURE DE SOCIETE

Le choix de la Voiture de société est effectué par le Club. Le Club stipule dans le contrat la marque et le modèle de la Voiture de société.

Les Voitures de société représentent le Club et la publicité de ses sponsors à l'égard du monde extérieur.

ENTRETIEN

Le Joueur est tenu de prendre soin de la Voiture de société. La Voiture de société doit être mise à l'entretien technique aux échéances prévues (... .. km). Pour un entretien et des réparations aussi à l'étranger, l'accord préalable du Club et de la société de leasing ou de location est toujours requis. Les coûts d'un entretien ou de réparations devant être effectués à l'étranger sont payés par le Joueur et sont remboursés a posteriori, moyennant réception d'une facture au nom du Club ou de la société de leasing ou de location.

Les pneus qui ne correspondent plus aux prescriptions légales seront changés à la demande du Joueur par un garagiste ou une centrale de pneus, renseigné(e) par le Club ou la société de leasing ou de location. Le Joueur vérifiera lui-même régulièrement l'état des pneus et les fera remplacer lorsque nécessaire.

En cas de défectuosité technique, il y a lieu de suivre les instructions du Club ou de la société de leasing ou de location (cf. mode d'emploi fourni dans la Voiture de société).

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION ET REPARATIONS

Si un accident de la circulation se produit avec la Voiture de société, le responsable du parc automobile doit en être informé le plus rapidement possible. Le conducteur concerné doit remplir les documents et les procédures nécessaires (ex. constat d'accident, informations à fournir pour un éventuel PV, etc.). Le Club et la société de leasing ou de location doivent être informés (cf. mode d'emploi fourni dans la Voiture de société).

Si la Voiture de société doit être remorquée, la société de leasing ou de location peut demander de l'assistance (cf. mode d'emploi fourni dans la Voiture de société). En aucun cas, le Joueur ne peut prendre lui-même l'initiative de faire remorquer ou réparer la Voiture de société.

Pour chaque sinistre avec la Voiture de société dans lequel le Joueur a été reconnu responsable civilement, une franchise de 500,00 € sera à charge du Joueur et elle sera imputée sur le prochain état des prestations.

Au moins une fois par an, à la fin de la saison de volley-ball, la Voiture de société sera entièrement contrôlée par le Club et réparée si des dégâts à la Voiture de société sont constatés, et ce, même si le Joueur continue à rouler avec la Voiture de société la saison suivante.

Une déclaration d'accident est également requise en cas de bris de vitre et de glace. La réparation des vitres doit être effectuée par une Centrale de réparation de vitres.

Si la Voiture de société doit être immobilisée plus de 24 heures, la société de leasing ou de location prévoira un véhicule de remplacement. Une fois le véhicule immobilisé réparé, le Joueur avertira immédiatement la société de leasing ou de location que le véhicule de remplacement est à nouveau disponible.

VOL, VANDALISME OU PERTE DE DOCUMENTS, CLES, PLAQUE MINERALOGIQUE

Le Joueur s'engage à signaler aux autorités compétentes le vol de la Voiture de société dans les 24 heures après que ce vol a été commis ou constaté. Le Joueur remet le procès-verbal au Service Sinistres de la société de leasing ou de location, au plus tard dans les 3 jours ouvrables après la date des faits. Si le vol ou la tentative de vol de la Voiture de société a eu lieu à l'étranger, le Joueur

s'engage, immédiatement et dans les 24 heures après son retour en Belgique, à introduire une déclaration complémentaire auprès des autorités belges et à en faire part, comme indiqué, à la société de leasing ou de location.

En cas de vol de la plaque minéralogique, le Joueur s'engage à renvoyer à la société de leasing ou de location le certificat d'immatriculation original de la Voiture de société ainsi que sa déclaration.

En cas de perte d'une ou de plusieurs clés et/ou des documents de bord originaux et/ou de la plaque minéralogique et/ou de tout autre accessoire, le Joueur s'engage à déclarer cette perte par courrier recommandé, sur-le-champ et au plus tard dans les 3 jours ouvrables suivant la constatation des faits, à la société de leasing ou de location, et de prendre lui-même les mesures demandées par la société de leasing ou de location afin d'obtenir un duplicata. Les dégâts, les frais et l'éventuelle baisse de valeur de la Voiture de société résultant de cette perte ainsi que les frais de demande et de délivrance des duplicata des certificats d'immatriculation, des plaques minéralogiques, des clés et des autres documents de bord ou accessoires, sont à charge du Joueur.

INFRACTIONS ROUTIERES

Le Joueur détenteur de la Voiture de société est tenu de respecter la législation routière en vigueur. Le Joueur est personnellement responsable des éventuelles infractions au code de la route et des amendes et/ou des poursuites qui en découlent. Le Club ne prendra à aucune condition la responsabilité d'éventuelles poursuites judiciaires pour des infractions routières. Si le Joueur se voit retirer son permis à la suite d'une condamnation ou pour une toute autre raison, il doit en avertir la direction immédiatement et sans délai. Durant l'interdiction de conduite, le Joueur est lui-même responsable de trouver une solution professionnelle pour exercer sa fonction.

En cas de perte ou de vol d'une carte essence éventuellement mise à disposition, le Joueur en avertira le plus rapidement possible la société de leasing ou de location par écrit afin que les mesures nécessaires puissent être prises pour bloquer la carte. A l'étranger, la carte essence ne peut pas être utilisée. Les frais de carburant à l'étranger sont uniquement remboursés lorsque ceux-ci sont effectués dans le cadre d'un déplacement professionnel et si le Joueur était dans l'impossibilité de faire le plein sur le territoire national.

INCAPACITE DE TRAVAIL

Durant la période couverte par le salaire garanti (30 jours civils), le Joueur a le droit de continuer à utiliser la Voiture de société. Par la suite, le Club peut exiger la restitution de la voiture de société. Pendant une période de maladie de longue durée ou dans tous les cas de suspension du contrat de travail, le Club a également le droit d'exiger la restitution de la Voiture de société. Pour ce faire, le Club doit communiquer au joueur par courrier recommandé, dans les 7 jours suivant la fin de la période couverte par le salaire garanti, le lieu et l'heure de la restitution de la Voiture de société.

RESTITUTION DE LA VOITURE DE SOCIETE

A la fin de la période de leasing ou de location, en cas de rupture du contrat de travail, en cas de sortie ou éventuellement en cas d'incapacité de travail, le Joueur restituera, en même temps que la Voiture de société, tous les documents et accessoires présents dans la Voiture de société lors de la livraison, à l'endroit fixé par le Club. La Voiture de société sera restituée en bon état, propre et intacte. Tous les dégâts en dehors d'une utilisation normale de la Voiture de société, constatés sur base de l'état des lieux effectué lors de la mise en service de la Voiture de société, sont à charge du Joueur.

Etabli en deux exemplaires à, le200., dont chaque partie déclare avoir reçu un exemplaire.

Le Joueur
Signature¹

Le Club
Signature¹

¹: les deux signatures doivent être précédées de la mention manuscrite « Lu et approuvé »

NATIONAAL PARITAIR COMITE VOOR DE SPORT

C.A.O. 15 juni 2011

ARBEIDSVOORWAARDEN BETAALDE VOLLEYBALSPELERS

HOOFDSTUK I : Toepassingsgebied

Artikel 1.

De C.A.O. is van toepassing op de volleybalclubs en deeltijdse en voltijds betaalde volleybalspelers die gebonden zijn door een arbeidsovereenkomst volgens de wet van 24 februari 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst voor betaalde sportbeoefenaars.

HOOFDSTUK II : Duur

Artikel 2.

De C.A.O. wordt afgesloten voor een bepaalde duur, te weten van 1 augustus 2011 tot en met 31 juli 2012.

HOOFDSTUK III : Loon

Artikel 3.

§ 1. Het loon van de betaalde volleyballer (in arbeidsrechtelijke zin) bestaat uit de volgende elementen :

- het vast bruto maandsalaris;
- de wedstrijdpremies;
- andere contractuele vergoedingen;
- de contractuele voordelen in natura, onder meer het beschikken over een woning, een voertuig of andere voordelen in natura;
- eventuele werkgeversbijdragen in het pensioenfonds.

§ 2. Het loon moet contractueel voldoende bepaalbaar zijn (vaste wedde, voordelen in natura, premies, ...) zodat reeds uit het contract blijkt of het minimumloon gerespecteerd werd. Voor het bereiken van het minimumloon wordt rekening gehouden met de loonelementen opgesomd in de Loonbeschermingswet. Het jaarlijks minimumloon wordt vastgelegd door het nationaal paritair comité voor de sport.

§ 3. Het loon wordt uitbetaald uiterlijk de 7^{de} werkdag na de rechtgevende maand waarin de prestaties werden geleverd. De club is verplicht de maandelijkse loonfiches aan de speler te overhandigen op het ogenblik van de uitbetaling van het loon.

HOOFDSTUK IV : Minimum aantal betaalde sportbeoefenaars

Artikel 4.

Elke club uit de Liga moet voor het seizoen 2011/2012 verplicht een minimum aantal van 3 deeltijdse betaalde volleybalspelers onder contract hebben. Voor het einde van het seizoen 2011/2012 zullen de werkgevers- en werknemersvertegenwoordigers een evaluatie maken met het oog op een eventuele verhoging van het opgelegde minimum.

Artikel 5.

Elke club uit de Liga moet verplicht 1 volleybalcoach onder contract hebben die een loon ontvangt dat minstens gelijk is aan het deeltijds loon voor een betaalde volleybalspeler.

Artikel 6.

Een club die promoveert naar de Liga is pas vanaf het tweede seizoen dat zij uitkomt in de Liga verplicht om aan deze minimumvereisten te voldoen.

Artikel 7.

De Liga maakt voorafgaand aan de start van de competitie (uiterlijk 15 september) een lijst met betaalde volleybalspelers over aan het paritair comité voor de sport.

HOOFDSTUK V : Contractstabiliteit

Artikel 8.

De contracten tussen clubs en betaalde volleyballers worden afgesloten voor maximum 5 jaar. Het contract vangt aan ten laatste op 1 augustus – behalve voor spelers die effectief later worden aangeworven - en loopt minimum tot het einde van elk seizoen (15.05) in de loop waarvan ze getekend worden. Bij niet-naleving van het minimum is de speler gerechtigd op betaling tot het einde van dat seizoen. In geval van een meerjarig contract moet elke maand van het contract vergoed worden.

Artikel 9.

De speler van wie het contract afloopt overeenkomstig de contractuele bepalingen is vrij om een arbeidsovereenkomst af te sluiten met een andere club naar zijn keuze. De onderhandelingsvrijheid van de speler kan dan ook op geen enkele wijze belemmerd worden.

HOOFDSTUK VI : Arbeidsongeschiktheid

Artikel 10.

De club kent de speler kosteloze medische bijstand toe door bemiddeling van haar medische staf en door haar aangeduide externe specialisten. Het staat de speler vrij geneesheren of specialisten van zijn keuze te raadplegen en zich door hen te laten verzorgen, op eigen kosten en op eigen risico, met name wat betreft een langdurige onbeschikbaarheid. De club neemt in geen geval de kosten of de aansprakelijkheid ten laste van de behandelingen, medische verzorging en in het algemeen alle andere ingrepen dan deze welke door de geneesheren van de club of de door haar aangeduide externe specialisten worden verstrekt of toegelaten.

Artikel 11.

De clubs zijn verplicht hun arbeidsongevallenverzekering al of niet bij hun wetsverzekeraar uit te breiden tot ongevallen overkomen aan hun spelers die tijdens de duurtijd van de arbeidsovereenkomst ter beschikking gesteld worden aan een Nationale selectie.

HOOFDSTUK VII: Spelersafvaardiging

Artikel 12.

§ 1. De werkgevers-clubs erkennen dat de spelers vertegenwoordigd worden door een spelersvakbond.

§ 2. Een vertegenwoordiger van de spelersvakbond zal mondeling of schriftelijk kunnen overgaan tot alle mededelingen die nuttig zijn voor de spelers, zonder dat zulks de organisatie van de club-werkgever mag verstoren.

§ 3. De werkgevers verklaren zich akkoord dat er op de installaties van de club voorlichtingsvergaderingen voor de spelers kunnen worden gehouden door de vertegenwoordigers van een spelersvakbond na voorafgaande kennisgeving aan de betrokken club.

HOOFDSTUK VIII : Syndicale premie

Artikel 13.

De betaalde volleybalspeler gehouden door een arbeidsovereenkomst bij een club uit de Volleyballiga heeft voor het seizoen 2011/2012 recht op een syndicale premie ten bedrage van 30 €

HOOFDSTUK IX: Arbitragecommissie

Artikel 14.

De partijen zullen in geval van geschil een minnelijke regeling nastreven. Er is een Arbitragecommissie opgericht bestaande uit minstens 6 leden, waarvan 3 leden die de clubs van de Liga vertegenwoordigen en 3 leden die de spelers vertegenwoordigen. Deze arbitragecommissie oordeelt over de geschillen tussen clubs van de Liga en betaalde volleybalspelers. In het kader van arbeidsgeschillen is geen voorafgaande verbintenis tot arbitrage mogelijk. De concrete uitvoeringsmodaliteiten zijn in een apart reglement vastgelegd in overeenstemming met de wettelijke bepalingen die voorzien zijn inzake arbitrage. Deze bepaling doet geen afbreuk aan de mogelijkheid om het geschil voor te leggen aan de bevoegde rechtbank.

HOOFDSTUK X : Fonds Sluiting van Ondernemingen

Artikel 15.

De clubs zijn verplicht om voor de betaalde sportbeoefenaars hun bijdrage te betalen voor het F.S.O.

HOOFDSTUK XI : Sectorpensioenfonds

Artikel 16.

De partijen komen overeen om een werkgroep op te richten die de oprichting van een sectorpensioenfonds moet onderzoeken.

HOOFDSTUK XII : Boetes en sancties

Artikel 17.

De disciplinaire boetes en sancties die door de werkgever worden opgelegd moeten vermeld worden in het arbeidsreglement. Het bedrag van de financiële boetes mag niet meer bedragen dan het wettelijk toegestane maximum, zoals vermeld in de wet op de bescherming van het loon. Het arbeidsreglement en de arbeidsovereenkomst moeten de wijze van kennisgeving van de sancties alsook de procedure en termijnen van beroep vermelden op straffe van nietigheid.

HOOFDSTUK XIII : Weddenschappen

Artikel 18.

De spelers verbinden er zich toe om niet deel te nemen aan weddenschappen van welke aard ook die betrekking hebben op wedstrijden van de club. In geval van mogelijke betwistingen wordt de zaak voorgelegd aan het Nationaal Paritair Comité voor de Sport.

HOOFDSTUK XIV : Makelaars

Artikel 19.

Partijen erkennen om in geval van arbeidsbemiddeling uitsluitend met erkende makelaars te werken. Voor zover er beroep gedaan wordt op een sportmakelaar, zal de volledige identiteit, desgevallend het erkenningsnummer, van deze makelaar/arbeidsbemiddelaar in de afgesloten contracten vermeld of bijgevoegd worden.

HOOFDSTUK XV : Modelcontract

Artikel 20.

De clubs zullen vanaf inwerkingtreding van deze overeenkomst het modelcontract betaalde volleybalspeler en model car policy gebruiken die als bijlage aan deze overeenkomst wordt gevoegd.

Opgemaakt en aldus ondertekend te Brussel, op 15 juni 2011 in evenveel exemplaren als er partijen zijn met een onderscheiden belang. Iedere partij verklaart een exemplaar te hebben ontvangen.

Arbeidsovereenkomst betaalde volleybalspeler voor bepaalde duur

TUSSEN:

- VZW... .., met zetel te,, rechtspersoon die de Volleybal Club vertegenwoordigt, volgens haar statuten rechtsgeldig vertegenwoordigd door Dhr. en Dhr., hierna genoemd "de Club"

EN:

- De Heer, wonende te hierna genoemd "de Speler",

WORDT HERINNERD WAT VOLGT:

Het doel van deze arbeidsovereenkomst, hierna genoemd "Overeenkomst, is, voor beide partijen, de deelname te regelen aan officiële en/of vriendschappelijke volleybalwedstrijden in België en in het buitenland, gespeeld onder de controle van de LIGA, de VVB, de CEV, de FIVB en de KBVBV. Bijgevolg verplichten zowel de Club als de Speler zich ertoe de reglementen en richtlijnen van deze instanties na te leven.

Als geldigheidsvoorwaarde voor het sluiten van deze Overeenkomst geldt dat:

- de Speler fysiek in staat is te volleyballen
- de Speler geldig een aan de Belgische wet onderworpen arbeidsovereenkomst kan afsluiten.

HET VOLGENDE WORDT OVEREENGEKOMEN:

Artikel 1

De Club werft de Speler aan op basis van een arbeidsovereenkomst voor bedienden in de hoedanigheid van bezoldigde sportbeoefenaar met een deeltijds/volijds contract (schrappen wat niet past).

De Overeenkomst is gesloten voor een bepaalde tijd te weten voor de duur van seizoen(en) en neemt een aanvang op 20... en eindigt van rechtswege op 20....

Contracten lopen minimaal tot 15 mei van elk seizoen. In geval van een meerjarig contract moet elke maand van het contract verplicht vergoed worden.

Artikel 2

De Club alsook de Speler verbinden zich ertoe deze Overeenkomst correct uit te voeren en de wettelijke en reglementaire verplichtingen na te leven.

Artikel 3

De Speler verbindt er zich toe op de door de Club medegedeelde uren en dagen aanwezig te zijn en deel te nemen aan de trainingen en wedstrijden.

Wanneer een training of een wedstrijd niet kan doorgaan of wanneer de Speler door ziekte of ongeval niet kan deelnemen aan deze georganiseerde wedstrijden of trainingen zal de meest gereede partij de andere partij onverwijld hiervan verwittigen en dit omwille van praktische en organisatorische redenen.

Wedstrijden:

De concrete wedstrijddagen worden de Speler meegedeeld via de wedstrijdkalender op de websites van de bevoegde bonden. Wijzigingen in die wedstrijdkalender (verplaatsing, toevoeging, afgelasting) worden de Speler zo snel mogelijk meegedeeld.

Artikel 4

De club kan binnen de week na aanvang van de arbeidsovereenkomst de Speler – op voorwaarde dat hij nog niet tewerkgesteld werd - onderwerpen aan een medische controle door een arbeidsgeneesheer die oordeelt of de Speler al zijn contractuele verplichtingen kan nakomen. Bij een negatief advies of een weigering van de Speler om zich aan deze controle te onderwerpen kan deze Overeenkomst opgeschort worden met de periode van de arbeidsongeschiktheid of weigering. Tijdens deze periode van opschorting heeft de Speler generlei recht op de vergoedingen van welke aard ook vanwege de Club.

Artikel 5

De Speler verbindt zich ertoe:

- 1) gevolg te geven aan de oproepingen om deel te nemen aan de door de Club georganiseerde wedstrijden, trainingen, stages, afzonderingen, conferenties, vergaderingen, verplichtingen tegenover sponsors, enz.
- 2) zich op geen enkele wijze te mengen in het administratief, commercieel, financieel of sportief beleid van de club;
- 3) deel te nemen aan de verplaatsingen en reizen in België en in het buitenland met de middelen welke door de Club werden beslist en georganiseerd;
- 4) alle richtlijnen en instructies op te volgen welke door de Club worden verstrekt in de loop van het seizoen en tijdens de uitoefening van de prestaties;
- 5) niet deel te nemen aan wedstrijden of manifestaties of geen sport te beoefenen die zijn specifieke sportieve integriteit in gevaar kunnen brengen;
- 6) in het kader van zijn contractuele verplichtingen de door de Club gekozen uitrustingen te dragen, in het bijzonder ter gelegenheid van de contacten met de media en de sponsors;

- 7) het materiaal en de uitrustingen die hem door de Club worden toevertrouwd degelijk te onderhouden en met de meeste zorg te behandelen; deze voorwerpen blijven eigendom van de Club;
 - 8) geen publiciteitscontracten af te sluiten met derden die concurrenten zijn van een sponsor van de Club of voor zover het producten betreft die strijdig zijn met het imago van de sport. Bij het begin van elk seizoen dient de Club mee te delen met welke sponsors er een overeenkomst gesloten werd;
 - 9) de reputatie van de Club en haar leden hoog te houden,
 - 10) de nodige terughoudendheid in acht te nemen tegenover bestuursleden, medewerkers, pers, sponsors of supporters door zich te onthouden van uitspraken of gedragingen die voor de Club, het bestuur of de volleybalbonden nadelig kunnen zijn;
 - 11) in geval van een schorsing van de Overeenkomst in de mate van het mogelijke zijn fysieke en psychische paraatheid te onderhouden door regelmatig te trainen;
 - 12) zich tijdens de duur van deze Overeenkomst te onderwerpen aan geneeskundige, preventieve en controleonderzoeken, de voorgeschreven behandelingen te volgen, evenals de verzorging te aanvaarden verstrekt door de door de Club aangestelde personen tot bestendiging of verbetering van de conditie van de Speler, bv. massage, fysieke verzorging, diëten, enz.
 - 13) tijdens de duur van deze Overeenkomst geen verboden producten, stimulerende middelen of doping te gebruiken en zich te onderwerpen aan alle dopingcontroles.
 - 14) Het is de Speler toegelaten tijdens de duurtijd van het contract beachvolleyactiviteiten uit te oefenen in zoverre deze de naleving van de arbeidsprestaties niet in de weg staan en in zoverre dit niet uitdrukkelijk wordt uitgesloten in deze overeenkomst
-

Alle bepalingen van dit artikel blijven ook tijdens de periodes van opschorting van kracht.

Artikel 6

Onverminderd de zware fouten die iedere vorm van samenwerking onmiddellijk en definitief onmogelijk maken, kan de Club boeten en sancties opleggen aan de Speler die zich niet aan zijn verplichtingen houdt. De boeten en sancties worden in detail opgenomen in het huishoudelijk reglement, dat gevoegd wordt bij onderhavige overeenkomst, waarvan het een integrerend deel uitmaakt. Ze moeten tevens in het Arbeidsreglement worden opgenomen. De omvang van de financiële boeten en sancties mogen het wettelijk toegelaten maximum, dat door de wetgeving op de Arbeidsreglementen wordt vastgesteld, niet overschrijden.

Artikel 7

De partijen kwalificeren elke bewezen daad van doping, omkoperij en van vervalsing van de resultaten van wedstrijden als zware fout van contractuele aard in hoofde van de Speler, die de onmiddellijke verbreking van de onderhavige Overeenkomst rechtvaardigt.

Artikel 8

De Club verbindt er zich toe de Speler ter beschikking te stellen van de nationale ploeg van het land waarvan hij een onderdaan is, volgens de reglementen van de bevoegde bonden, voor de wedstrijden van de nationale selectie en/of de nationale beloften.

De Speler verbindt er zich toe zich opnieuw ter beschikking te stellen van de Club in de door diezelfde reglementen vastgestelde termijnen, op straffe van de sancties voorzien in het sportief reglement, in geval van afwezigheid en/of laattijdigheid.

Artikel 9

Als minimum jaarloon geldt het bedrag jaarlijks vastgesteld door het Nationaal Paritair Comité voor de sport, in toepassing van de wet van 24 februari 1978.

Voor de voltijdse volleybalspeler moet bovendien rekening worden gehouden met het gewaarborgd minimum jaarinkomen voorzien in de CAO van 21 mei 2008 (wordt jaarlijks verlengd)

In het geval een buitenlandse Speler niet UE/EER onderdaan, tewerkgesteld wordt, moet art. 9, 11° van het KB van 9 juni 1999, toegepast worden.

Artikel 10

De Club betaalt aan de Speler volgende vergoedingen:

- vaste maandelijks bruto vergoeding: €
- wedstrijdpremies: €per competitiepunt
- andere premies:
-
-
- andere voordelen:
-
-
- onkostenvergoeding: €netto
- :
-
-

De verplichte voorheffingen in toepassing van de fiscale wetgeving en de sociale zekerheid worden afgehouden van het vast loon, de premies, de vergoedingen en alle andere contractuele voordelen, ongeacht hun aard.

Artikel 11

Het maandloon en de verworven premies en vergoedingen worden uiterlijk de 7^{de} werkdag na de rechtgevende maand uitbetaald door overschrijving op het post- of bankrekeningnummer van de Speler.

Artikel 12

De loons- en arbeidsvoorwaarden zullen jaarlijks bepaald en aangepast worden op basis van de beslissingen van het Nationaal Paritair Comité voor de sport.

Artikel 13

In geval van ziekte of ongeval is de Speler verplicht de Club of zijn aangestelde onmiddellijk, en zo mogelijk telefonisch vóór de eerstvolgende georganiseerde activiteit te verwittigen, en de duur van de ongeschiktheid mee te delen. Daarenboven zal de Speler het medisch attest versturen of afgeven binnen de twee arbeidsdagen na aanvang van de ongeschiktheid. Dezelfde verplichtingen rusten op de Speler in geval van verlenging van de ongeschiktheid.

Artikel 14

De club kent de speler in het kader van de uitoefening van zijn volleybalactiviteiten kosteloze medische bijstand toe door bemiddeling van haar medische staf en door haar aangeduide externe specialisten. Het staat de speler vrij geneesheren of specialisten van zijn keuze te raadplegen en zich door hen te laten verzorgen, op eigen kosten en op eigen risico, met name wat betreft een langdurige onbeschikbaarheid. De club neemt in geen geval de kosten of de aansprakelijkheid ten laste van de behandelingen, medische verzorging en in het algemeen alle andere in-grepen dan deze welke door de geneesheren van de club of de door haar aangeduide externe specialisten worden verstrekt of toegelaten.

Artikel 15

Deze Overeenkomst geldt onverminderd de bepalingen voorzien in de wet op de arbeidsovereenkomsten voor bedienden, de wet op de arbeidsovereenkomsten voor bezoldigde sportbeoefenaars en de algemeen bindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomsten.

Artikel 16

.....
.....
.....

In dubbel opgemaakt te op waarvan ieder van de partijen erkent een exemplaar ontvangen te hebben.

De Speler
Handtekening¹

De Club
Handtekening¹

¹: beiden moeten de met de hand geschreven vermelding "Gelezen en goedgekeurd" schrijven

CAR POLICY

TUSSEN:

- VZW, met zetel te,
....., rechtspersoon die de Volleybal Club
vertegenwoordigt, volgens haar statuten rechtsgeldig vertegenwoordigd door Dhr.
..... en Dhr.,
hierna genoemd "de Club"

EN:

- De Heer
wonende te,
hierna genoemd "de Speler",

VOORWERP

De Club voorziet voor de speler een bedrijfswagen.

De Bedrijfswagen waarover de Speler kan beschikken is de volgende:

Merk:

Type:

Nummerplaat:

De Speler is verantwoordelijk voor alle documenten die hem worden toevertrouwd, zoals inschrijvingsbewijs, gelijkvormigheidsattest, onderhouds- en serviceboekje, het groene verzekeringsbewijs, het taksvignet, de vervoervergunning, de radio- en veiligheidscode.

FISCALITEIT

Het gebruik van de Bedrijfswagen is een voordeel in natura en zal als zodanig worden aangegeven en belast. Het aangegeven voordeel wordt berekend naargelang het aantal fiscale PK's en de rijafstand van de woonplaats van de Speler tot het werk. Voor spelers die 25 km of minder van het werk wonen bedraagt het aantal aangegeven privé-kilometers 5000 km per jaar; voor alle spelers die meer dan 25 km van het werk wonen bedraagt het aantal aangegeven privé-kilometers 7500 km per jaar.

GEBRUIK

Er wordt op het ogenblik van de ingebruikname een gezamenlijke staat van bevinding van de bedrijfswagen opgesteld, ondertekend door beide partijen. De Speler dient de Bedrijfswagen te gebruiken voor het woon/werkverkeer en de uitwedstrijden. Na de werkuren is de Bedrijfswagen vrij

te gebruiken binnen het grondgebied waarvoor het verzekeringsbewijs BA geldt (zie groene verzekeringskaart). In het buitenland kan de Bedrijfswagen slechts gebruikt worden voor de normale duur van een vakantiereis of buitenlandse campagne. Buiten het territoriaal toepassingsgebied van de BA verzekering kan de Bedrijfswagen slechts gebruikt worden mits voorafgaandelijk en schriftelijk akkoord van de leasing- of verhuurmaatschappij en van de verzekeringsmaatschappij.

De speler zal de Bedrijfswagen behandelen als een goede huisvader. De bedrijfswagen mag uitsluitend bestuurd worden door een houder van een geldig rijbewijs. De Speler zal geen technische wijzigingen aan de Bedrijfswagen aanbrengen. Het is ook niet toegelaten om op eigen initiatief verfraaiingen (intern of extern) aan de Bedrijfswagen te brengen. Dit geldt eveneens voor het aanbrengen van accessoires, andere dan in het huurcontract opgesomd, en voor het aanbrengen van alle andere reclame of publiciteit dan deze die door de Club met de sponsors overeen is gekomen.

De Bedrijfswagen mag niet gebruikt worden voor:

- Het bezoldigd personen- of goederenvervoer;
- Het geven van rijlessen;
- Rally's, autowedstrijden;
- Eender welke persoon onder invloed van drank of verdovende middelen;
- Onwettige doeleinden;
- Een gebruik dat afwijkt van het normale gebruik volgens de bestemming van de Bedrijfswagen
- Doeleinden die in strijd zijn met de voorwaarden van de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen.

De Speler zal de Club onmiddellijk op de hoogte brengen van elk voorval of ongeval, opdat dit geen nadelige weerslag zou hebben op de veiligheid en/of de goede werking of de restwaarde van de Bedrijfswagen.

LEASE OF HUUR

De Club bepaalt welke leasing- of verhuurmaatschappij er wordt gebruikt. Ieder voertuig beschikt over een handleiding waarin informatie o.a. betreffende verzekeringen, het onderhoudsschema, contactpersonen bij de leasing- of verhuurmaatschappij is opgenomen.

VERZEKERING

De Bedrijfswagen is omnium verzekerd en eveneens verzekerd tegen diefstal en brand.

RISICOREGELING

Uitsluitend de volgende risico's, die oorzaak kunnen zijn van het geheel of gedeeltelijk tenietgaan van de Bedrijfswagen, worden door de leasing- of verhuurmaatschappij ten laste genomen:

- Schade aan de Bedrijfswagen ten gevolge van:
 - Een onvrijwillige aanrijding met een andere bedrijfswagen of een hindernis, met inbegrip van wild op de openbare weg.
 - Het onvrijwillig over kop gaan,
 - De slechte staat van het wegennet of de instorting van een weg, brug of gebouw,
 - Natuurgeweld zoals storm- en hagelschade, overstroming, lawine, grondverschuiving of het vallen van stenen,
 - Inbraak of vandalisme of pogingen daartoe,
 - Brand met inbegrip van smeltschade door kortsluiting, ontploffing en blikseminslag,
- Glasbreuk;
- Diefstal van de auto of beschadiging als gevolg van de diefstal of van de poging daartoe.

Alle andere risico's zijn ten laste van de Speler.

KEUZE VAN DE BEDRIJFSWAGEN

De keuze van de Bedrijfswagen wordt bepaald door de Club. De Club vermeldt in het contract het merk en model van de Bedrijfswagen.

De Bedrijfswagens vertegenwoordigen de Club en de publiciteit voor haar sponsors naar de buitenwereld toe.

ONDERHOUD

De Speler dient goede zorg te dragen voor de Bedrijfswagen. De Bedrijfswagen dient op de voorziene tijdstippen (... .. km) aangeboden te worden voor het technische onderhoud. Voor onderhoud en herstellingen uitgevoerd ook in het buitenland is steeds een voorafgaandelijk akkoord van de Club en de leasing- of verhuurmaatschappij vereist. Kosten voor onderhoud en herstelling die in het buitenland dienen uitgevoerd te worden, worden door de Speler betaald en mits ontvangst van een factuur op naam van de Club of leasing- of verhuurmaatschappij achteraf vergoed.

Banden die niet meer aan de wettelijke bepalingen voldoen, worden op vraag van de Speler vervangen door een garagist of bandencentrale aangeduid door de Club of de leasing- of verhuurmaatschappij. De Speler zal zelf de staat van de banden geregeld nazien en laat ze vervangen indien nodig.

Bij een technisch defect dient men de instructies van de Club of de leasing- of verhuurmaatschappij op te volgen (Cfr. Handleiding die in de Bedrijfswagen wordt meegeleverd).

VERKEERSONGEVALLLEN EN HERSTELLINGEN

Indien er zich een verkeersongeval heeft voorgedaan met de Bedrijfswagen, dan dient de wagenparkverantwoordelijke zo spoedig mogelijk te worden ingelicht. De betrokken bestuurder dient ter plaatse de nodige documenten en procedures (eg. Aanrijdingsformulier, informatie verstrekken voor het eventuele PV, enz...) af te handelen. De Club en de leasing- of verhuurmaatschappij moet ingelicht worden (Cfr. Handleiding die in de Bedrijfswagen wordt meegeleverd).

Als de Bedrijfswagen moet weggesleept worden, kan de leasing- of verhuurmaatschappij assistentie inschakelen (Cfr. Handleiding die in de Bedrijfswagen wordt meegeleverd). De Speler mag in geen geval zelf initiatief nemen om de Bedrijfswagen weg te laten slepen of te laten herstellen.

Per schadegeval met de Bedrijfswagen, waar de Speler burgerlijk aansprakelijk wordt gesteld zal de Speler een franchise van €500,00 ten laste worden gelegd en deze zal verrekend worden met de eerstvolgende loonstaat.

De Bedrijfswagen zal minstens éénmaal per jaar, aan het einde van het volleybalseizoen, volledig worden gecontroleerd door de Club en worden hersteld indien schade aan de Bedrijfswagen wordt vastgesteld, ook al blijft de Speler met de Bedrijfswagen rijden het daaropvolgende seizoen.

Ook voor ruitbreuk en glasbreuk is een ongevallenaangifte vereist. De herstelling van ruiten moet bij een Glas Centrale hersteldienst gebeuren.

Indien de Bedrijfswagen langer dan 24 uur geïmmobiliseerd is, zal de leasing- of verhuurmaatschappij een vervangwagen voorzien. Nadat de geïmmobiliseerde auto hersteld is, verwittigt de Speler onmiddellijk de leasing- of verhuurmaatschappij dat de vervangwagen terug ter beschikking is.

DIEFSTAL, VANDALISME OF VERLIES VAN DOCUMENTEN, SLEUTELS, NUMMERPLAAT

De Speler verbindt er zich toe de diefstal van de Bedrijfswagen binnen de 24 uur nadat deze zich heeft voorgedaan of vastgesteld werd, bij de bevoegde overheid aan te geven. De Speler bezorgt ten laatste binnen de 3 werkdagen na datum van schade het proces-verbaal aan de Dienst Schade van de leasing- of verhuurmaatschappij. Indien de diefstal van de Bedrijfswagen of de poging daartoe zich in het buitenland heeft voorgedaan, verbindt de Speler er zich toe om dadelijk en binnen de 24 uur na

zijn terugkeer in België een bijkomende aangifte in te dienen bij de Belgische overheid en daarvan aan de leasing- of verhuurmaatschappij mededeling te doen zoals vermeld.

Ingeval van diefstal van de nummerplaat verbindt de Speler er zich toe om het originele inschrijvingsbewijs van de Bedrijfswagen samen met zijn aangifte aan de leasing- of verhuurmaatschappij terug te zenden.

Ingeval van verlies van één of meer sleutels en/of van de originele boorddocumenten en/of van de nummerplaat en/of ander toebehoren verbindt de Speler er zich toe om daarvan bij de leasing- of verhuurmaatschappij evenals bij de bevoegde overheid onverwijld en uiterlijk binnen de 3 werkdagen na de vaststelling ervan per aangetekend schrijven aangifte te doen en zelf de door de leasing- of verhuurmaatschappij gevraagde maatregelen te nemen tot het bekomen van een duplicaat. De uit dit verlies voortvloeiende schade, kosten en eventuele waardevermindering van de Bedrijfswagen alsook de kosten voor het aanvragen en afleveren van duplicaten van inschrijvingsbewijzen, nummerplaten, sleutels en andere boorddocumenten of toebehoren zijn ten laste van de Speler.

VERKEERSOVERTREDINGEN

De Speler van de Bedrijfswagen is ertoe gehouden om de geldende verkeerswetgeving te volgen. De Speler is persoonlijk verantwoordelijk voor de eventuele verkeersovertredingen en de daaruit voortvloeiende boetes en/of vervolgingen. De Club neemt onder geen enkel beding de verantwoordelijkheid op zich voor de mogelijke rechtsvervolging voor verkeersovertredingen. Indien de Speler omwille van een veroordeling- of om eender welke reden – het rijbewijs dient in te leveren, dan dient deze onmiddellijk en zonder verwijl het bestuur hiervan op de hoogte te brengen. Tijdens het rijverbod is de Speler zelf verantwoordelijk voor het zoeken naar een professionele oplossing om zijn functie te kunnen uitvoeren.

In geval van verlies of diefstal van een eventueel ter beschikking gestelde brandstofkaart zal de Speler de leasing- of verhuurmaatschappij hiervan zo snel mogelijk schriftelijk in kennis stellen zodat de nodige stappen kunnen ondernomen worden om de kaart te blokkeren. In het buitenland kan de brandstofkaart niet worden gebruikt. Brandstofkosten in het buitenland worden enkel terugbetaald indien deze gemaakt zijn in het kader van een beroepsverplaatsing en indien de Speler in de onmogelijkheid was in het binnenland te tanken.

ARBEIDSONGESCHIKTHEID

Tijdens de periode gedekt door het gewaarborgd loon (30 kalenderdagen) heeft de Speler het recht op het verder gebruik van de Bedrijfswagen. De Club kan nadien de teruggave van de bedrijfswagen eisen. Tijdens de periode van langdurige ziekte of elk geval van schorsing van de arbeidsovereenkomst heeft de Club eveneens het recht de teruggave van de Bedrijfswagen te eisen. De Club dient hiervoor binnen de 7 dagen na verstrijken van de periode gedekt door het gewaarborgd loon per aangetekend schrijven aan de speler plaats en tijdstip van de teruggave van de Bedrijfswagen ter kennis brengen.

TERUGGAVE VAN DE BEDRIJFSWAGEN

Op het einde van de lease- of huurperiode, bij verbreking van de arbeidsovereenkomst, bij uitdiensttreding of eventueel bij arbeidsongeschiktheid zal de Speler samen met de Bedrijfswagen ook alle documenten en accessoires die in de Bedrijfswagen aanwezig waren bij de levering, teruggeven op de plaats vastgesteld door de Club. De Bedrijfswagen zal in een goede en nette staat en onbeschadigd worden ingeleverd. Alle schade – buiten het normaal gebruik van de Bedrijfswagen – vastgesteld op basis van de staat van bevinding die werd opgesteld bij ingebruikname van de Bedrijfswagen valt ten laste van de speler.

Opgemaakt te... .., op200.. in twee exemplaren, waarbij elke partij verklaart één exemplaar te hebben ontvangen.

De Speler
Handtekening¹

De Club
Handtekening¹

¹: beiden moeten de met de hand geschreven vermelding “Gelezen en goedgekeurd” schrijven